

Comme une république dans la République...

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4617 - Ven. 2 - Sam. 3 novembre 2018 - Prix : 10 DA

9 milliards de DA de créances impayées
Trop d'Algériens ne paient pas l'eau

Page 3

Des enjeux multiples en attente d'une approche moderne

Stationnement, talon d'Achille de toutes les politiques urbanistiques

Page 4

Guerre et famine au Yémen

Par Mohamed Habili

Entre le moment où les Etats-Unis, par le truchement notamment de leurs ministres de la Défense et des Affaires étrangères, ont appelé au cessez-le-feu au Yémen, et celui où la coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite s'est mise à masser des forces en vue du port de Hodeïda, avant de bombarder Sanaa, il n'a pas dû se passer plus de quarante-huit heures. On avait cru pourtant que Riyad était maintenant suffisamment affaibli par l'affaire Khashoggi, qui a révolté le monde, pour se montrer plus disposé à agir conformément à ce qu'attendent de lui non pas seulement ses ennemis, mais également ses meilleurs amis, au premier rang desquels les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. La publication par le «New-York Times» de photos insoutenables d'enfants marqués des stigmates de la famine ne semble pas non plus de nature à obtenir ne serait-ce qu'une trêve, qui serait mise à profit pour soulager la pire crise humanitaire que le monde ait connue ces dernières années. A l'approche des élections de mi-mandat, les pressions se sont accrues sur l'administration américaine pour l'amener à faire le nécessaire en ce sens, mais sans succès jusqu'à présent. D'une façon générale, beaucoup de par le monde ont cru que ce que ces pressions politiques n'ont pas pu obtenir, c'est-à-dire la fin de la guerre au Yémen, l'indignation suscitée par la sauvage liquidation de Jamal Khashoggi le pourrait quant à elle.

Suite en page 3

Sous l'abondance de la production américaine

Les prix du pétrole s'écroulent à nouveau



Dans un marché inquiet de l'abondance de l'offre et des signes de ralentissement de l'économie en Chine ainsi que la pression de mise en exécution des menaces américaines contre l'Iran prévues ce lundi 5 novembre, les cours du pétrole étaient hier orientés à la baisse, suivant ainsi les reculs enregistrés avant-hier sur le marché new-yorkais Nymex où le brut léger texan était sous les 65 dollars. Une situation qu'Opep et non Opep devront rééquilibrer demain au Qatar.

Lire page 2

Tizi Ouzou/64^e anniversaire du 1^{er} novembre
Alimentation du plus grand village de la wilaya en gaz naturel

Page 24

Salon international du livre d'Alger
Des thèmes pluriels explorés par les écrivains

Page 13

Sous l'abondance de la production américaine

Les prix du pétrole s'écroulent à nouveau

■ Dans un marché inquiet de l'abondance de l'offre et des signes de ralentissement de l'économie en Chine ainsi que la pression de mise en exécution des menaces américaines contre l'Iran prévues ce lundi 5 novembre, les cours du pétrole étaient hier orientés à la baisse, suivant ainsi les reculs enregistrés avant-hier sur le marché new-yorkais Nymex où le brut léger texan était sous les 65 dollars. Une situation qu'Opep et non Opep devront rééquilibrer demain au Qatar.

Par Lynda Naili

Hier, vers 03h20 GMT, le baril de «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en décembre, céda 31 cents à 63,38 dollars dans les échanges électroniques en Asie. Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en janvier, reculait de 29 cents à 72,60 dollars. En outre, dans cette tendance baissière, avant-hier les cours du pétrole avaient de nouveau nettement baissé à leur plus bas niveau depuis plusieurs mois, le Brent de la mer du Nord perdant 2,15 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres par rapport à la clôture de mercredi et au plus bas depuis août, alors que le WTI 1,62 dollar sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), prix le plus bas depuis avril. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, a terminé à 72,89 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 2,15 dollars par rapport à la clôture de mercredi et au plus bas depuis août. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de décembre a cédé 1,62 dollar à 63,69 dollars.

A ce sujet, dans une note le cabinet OANDA a expliqué hier que «les prix du pétrole ont chuté jeudi (avant-hier) car les marchés redoutent la surabondance de l'offre avant l'entrée en vigueur des sanctions contre l'Iran». Estimant, à ce propos, que «l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et les autres grands producteurs semblent avoir reçu le message



Ph/E. Soraya/J. A.

du président américain Donald Trump et augmenté leur production, mais beaucoup de questions demeurent sur ce que sera l'impact véritable des sanctions sur les exportations iraniennes». Et de considérer qu'à partir de la semaine prochaine, les importateurs du brut venu d'Iran, troisième producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), pourraient être en effet sanctionnées par les Etats-Unis.

Les réserves américaines gonflées à près de 32 millions de barils

Pour sa part, l'agence américaine d'information sur l'Energie (EIA), dans son dernier rapport mensuel sur la production américaine, a indiqué que les Etats-Unis ont produit 11,3 millions de barils de brut en août, en hausse

de 400 000 barils par rapport au mois précédent. «Nous venons de franchir un nouveau record et cela fait beaucoup relativiser le retour des sanctions iraniennes la semaine prochaine», a affirmé James Williams de WTRG, en référence au rétablissement, la semaine prochaine, des sanctions américaines contre les pays qui décideraient d'importer du brut iranien. Ces chiffres sont venus ainsi s'ajouter à un autre rapport de l'EIA publié mercredi dernier sur les réserves hebdomadaires de brut dans le pays. Lors de la semaine achevée le 26 octobre dernier, les réserves commerciales de brut ont gonflé de 3,2 millions de barils pour s'établir à 426,00 millions, portant l'augmentation des stocks américains à près de 32 millions de barils lors des six dernières semaines. De ce fait, ces statistiques, qui viennent s'ajouter à

une hausse du dollar ces derniers jours qui renchérissent l'achat de matières premières pour les investisseurs munis d'autres monnaies, dépriment le marché. «Les cours du pétrole ont connu un mois d'octobre extrêmement compliqué malgré l'imminence de nouvelles sanctions américaines contre l'Iran», a commenté John Plassard, analyste chez Mirabaud. Depuis le pic du 3 octobre dernier, le cours du Brent a ainsi perdu 13,7 dollars et le WTI 12,72 dollars. La baisse du prix à la pompe correspond à plus de 30 cents en un mois, selon ce calcul. Le président américain s'est plusieurs fois emporté ces derniers mois contre les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), accusés selon lui de maintenir des prix artificiellement élevés. Par ailleurs, selon une enquête Reuters publiée mercre-

di dernier, «l'Opep a porté sa production à un niveau inégalé depuis 2016, la hausse des extractions notamment aux Emirats arabes unis et en Libye contrebalançant la baisse des livraisons iraniennes». De plus, à ces inquiétudes sur l'offre s'ajoutent des craintes de ralentissement de la demande chinoise alors que l'activité manufacturière est tombée en octobre à plus bas depuis deux ans, selon les indices PMI officiels publiés mercredi dernier.

Réunion Opep-non Opep demain au Qatar pour déminer la crise ?

Les pays producteurs étant forcément touchés par cette baisse des cours, d'autant plus que pour la majeure partie d'entre eux le pétrole représente une part très importante de leurs exportations, il est évident que cette augmentation de production et cette baisse des prix de l'or noir sont une aubaine pour les pays importateurs, dans la mesure où cela leur permettra de réduire la facture énergétique aussi bien des entreprises que des ménages, donc par ricochet de réduire les coûts de production. C'est pourquoi, il est attendu que demain au Qatar, Opep et non Opep se rencontreront dans un contexte diplomatique délicat après le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi, pour débattre des voies et moyens devant rééquilibrer cette situation et pourquoi pas de faire évoluer à la hausse les cours de l'or noir et parallèlement de réduire la production du pétrole de schiste.

L. N.

Le wali interdit l'alcool à Bel-Abbès

Comme une république dans la République...

Par Nadjib Stambouli

Nous n'en sommes pas à un recul des libertés individuelles près, mais lorsque le pas en arrière est le fait d'un représentant de la République, il y a sérieusement de quoi s'inquiéter. Cette fois, nous apprennent nos confrères d'El Watan dans leur édition d'hier, l'auteur de l'atteinte flagrante à la fois à la liberté de commerce et celle de consommation n'est autre que le wali de Sidi Bel Abbès. En effet, il vient de prendre arbitrairement, comme s'il s'agissait d'une république dans la République, la décision de fermer les débits de boissons alcoolisées et les bars-restaurants. Bien entendu, pour justifier cette mesure liberticide, donc anticonstitutionnelle, il s'est fendu

du sempiternel prétexte de «mise en conformité à la loi», entendre par-là des écarts aux «règles d'exploitation». On voudrait noyer son chien en l'accusant de rage qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Il est évident que les intégristes islamistes, ayant perdu la bataille politique et sécuritaire, ne s'avouent pas pour autant vaincus. Pour appliquer leurs vues archaïques et rétrogrades, dont la soumission des comportements est le cheval de bataille, ils prennent d'autres chemins, à commencer par celui de la pseudo conformité à la loi, dans son approche la plus restrictive et la plus coercitive. A sa décharge, ce wali n'est pas seul à interdire l'alcool dans sa wilaya, et c'est là que le bât blesse, puisque nombreuses sont les régions où la

consommation est interdite, chacun régentant sa zone comme bon lui semble, en roi dans son royaume. Pour l'anecdote, l'alcool avait déjà été interdit à Bel-Abbès. A la fin des années 80, le wali d'alors, ayant constaté un regain d'actes intégristes, notamment l'attaque au vitriol des ouvrières de l'usine locale d'électronique, a décidé de ne garder ouvertes les mosquées qu'aux heures de prière, ces lieux sacrés étant devenus des espaces de réunion des islamistes. Ces derniers se sont alors élevés contre cette mesure, en organisant marches et manifestations, souvent violentes, dans la ville, connue par ailleurs pour son ouverture d'esprit. Devant cette levée de boucliers, le wali a pris cette décision : «Puisque c'est comme ça, ouvrez les mosquées

et ouvrez les bars !». Il ne faut pas oublier que «même» Tizi Ouzou a connu par le passé la prohibition des boissons alcoolisées et cela avait provoqué durant des années une véritable hécatombe sur les routes, au retour des pauvres citoyens venant se désaltérer à Alger. Dieu merci, depuis, la raison a prévalu sur la bêtise est tout est rentré dans l'ordre.

Il se trouve, par-delà la position de principe que chacun est libre de ses actes, celui qui veut prier peut le faire à sa guise et celui qui veut boire est tout aussi libre de le faire, tant qu'il ne nuit pas à autrui, cette interdiction est un non-sens à tout point de vue. Sur le plan économique, il est illusoire de s'attendre à une relance du tourisme dans un pays où l'interdiction

de l'alcool gagne du terrain, d'autant plus que l'on sait que l'étranger a besoin de boire de l'alcool, en mangeant ou pour étancher sa soif, pas pour s'enivrer. Sur le plan social, frapper d'interdiction la consommation d'alcool est le plus court chemin pour la drogue, notamment chez les jeunes, comme substitut à l'évasion éthylifique. De plus, devant ce genre d'interdiction, vont fleurir les bars clandestins, avec les risques de rixes et de débauche en plus et les impôts pour l'Etat en moins. Sur le plan politique enfin, cette liberté de restreindre les libertés venant d'un wali est un sacré pied de nez à ce qu'il est censé représenter, l'autorité unique de l'Etat sur tout le territoire national. Sans chasse gardée ni zones autonomes...

N. S.

9 milliards de DA de créances impayées

Trop d'Algériens ne paient pas l'eau

■ Des créances de 9 milliards DA sont à recouvrer par l'ADE au niveau national. Cette situation est préjudiciable à la société car elle représente un manque à gagner très important, vital même pour l'entreprise.

Par Louiza Ait Ramdane

Le recouvrement des créances est un problème récurrent qui attend un règlement depuis une dizaine d'années, date correspondant à la création de la société. Les créances de l'ADE auprès des entreprises et des organismes publics, cumulées depuis des années, sont très importantes et leur recouvrement est vital pour la survie de cette entreprise publique. Selon son directeur général, Ismail Amrouche, l'Algérienne des eaux (ADE) devra recouvrer 9 milliards DA de créances auprès des communes au niveau national avant la fin de l'année en cours. La plus grande partie de ce montant estimé est détenue par des abonnés publics, le reste par les ménages. Cette situation affecte la santé financière et le bon fonctionnement de cette société dont essentiellement les opérations d'équipement et de maintenance (remplacement des pompes, réparation des fuites...).

Dans une déclaration à la presse en marge de l'inauguration du siège de l'unité ADE de Mascara, à l'occasion de la célébration du 64^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, le même responsable a souligné que grâce à l'instruction du Premier ministre aux contrôleurs financiers des communes pour régulariser les créances et à la



P.V.D. R.

coopération des ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et des Ressources en eau, il est attendu le recouvrement de 9 milliards de dinars de créances des communes avant la fin de l'année en cours.

A cet effet, l'ADE a lancé des dispositions de recouvrement de ses créances estimées à 50 milliards DA, dont 28 à 30 milliards DA recouvrables, indique M. Amrouche. Ce dernier signale que des unités ADE réparties à travers les wilayas se sont lancées dans l'opération, réalisant de bons résultats estimés à 110 % des objectifs.

Par ailleurs, Ismail Amrouche

précise que l'ADE s'attelle au règlement du problème de manque d'eau grâce aux mégaprojets réalisés par l'Etat dans toutes les wilayas.

L'autre point qui attire l'attention, c'est celui des fuites d'eau qui atteignent des sommets insoupçonnés, estimées actuellement à 30% du volume mobilisé. Cette situation est préjudiciable à la société, car elle représente un manque à gagner très important.

Les canalisations vétustes et la nouvelle pression seraient à l'origine de ce phénomène. Le directeur général de l'ADE fait savoir, dans ce sens, que les déperditions (30%) sont dues

aux fuites (50%) et aux raccorde-ments anarchiques (50%).

L'ADE œuvre à mettre fin à ces deux phénomènes en mobilisant toutes ses capacités humaines et matérielles, a-t-il déclaré. Outre les mises en demeure adressées aux débiteurs, une campagne de sensibilisation a été lancée tandis que les recours en justice peuvent intervenir en dernière étape, et ce, particulièrement pour les grands créanciers. Pour le cas des communes «mauvais payeurs», M. Amrouche explique que certaines d'entre elles justifient le non-paiement par des difficultés financières.

L. A. R.

A l'occasion du 64^e anniversaire du 1^{er} novembre L'attribution de 85 000 logements continue à faire le bonheur des citoyens

Dans un climat de fête et sous les youyous, la vaste opération de distribution de plus de 85 000 logements, tous segments confondus, dont le coup d'envoi a été donné il y a quelques jours par les ministres de l'Intérieur et celui de l'Habitat, s'est poursuivie hier dans tout le pays. En effet, dans le cadre des festivités du 64^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, la poursuite de l'opération de distribution de plus de 85 000 logements, tous segments confondus, à travers le pays, a fait le bonheur de plusieurs citoyens. A Tiaret, quelque 2 410 logements publics locatifs et 200 de location-vente ont été attribués jeudi dernier. Le wali, Abdeslam Bentouati, a présidé une cérémonie symbolique de distribution de 200 LPL et 200 logements location/vente au chef-lieu de wilaya et les responsables concernés à travers les dairats ont été chargés du reste dont 760 LPL à Sougueur, 650 à Mahdia et 800 à Tiaret. Il est attendu la distribution de 2 335 logements publics locatifs au mois de décembre prochain, a

annoncé le directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière de la wilaya de Tiaret, Abdelaziz Nait Bahloul. Le directeur de l'habitat, Rabah Zahi, a indiqué que le nombre de logements attribués en 2018 dans la wilaya atteindra 9 000 unités de différentes formules d'ici la fin de l'année en cours. Le programme de célébration du 64^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale a comporté la mise en service du Complexe mère-enfant à Hai Senia baptisé au nom du chahid Mabrouk Cheikh dit Soudani, du service de cardiologie à l'hôpital «Youcef Damerdji» de Tiaret et de la polyclinique «Rabah-Bouchenafa». Même climat à Ghardaïa où un quota de 357 logements de type LPL et 502 aides destinées à l'habitat rural ont été attribués. Le quota de logement a été distribué aux bénéficiaires au niveau de la commune de Metlili (45 km au sud de Ghardaïa), en présence des autorités locales, des élus, ainsi que les notables et les membres de la société civile. A Aïn Defla, 500 aides à l'ha-

bitat rural ont été octroyées à 19 communes de la wilaya de Aïn Defla à l'occasion de la célébration du 64^e anniversaire du déclenchement de la révolution de novembre 1954. Ce quota vient s'ajouter aux 900 aides octroyées durant le mois de ramadhan ainsi qu'aux 1 600 autres remises le 5 juillet dernier à l'occasion de la célébration de la fête de l'Indépendance, a indiqué la directrice du logement de la wilaya, Fatiha Arkab. Selon elle, d'autres opérations du même genre auront lieu durant les semaines à venir, signalant que le programme dont a bénéficié la wilaya au titre de l'année 2018 s'élève à 1 800 aides à l'habitat rural. Dans un climat de fête à Tébessa, pas moins de 500 logements de différentes formules ont été distribués à leurs bénéficiaires, ainsi que des aides à la construction de logements ruraux. Il s'agit de la distribution de 91 logements promotionnels aidés (LPA) à Tébessa, 144 dans la commune d'El Aouinet, 12 LPA à El Ougla ainsi que 253 logements dans le cadre de l'éradication des

constructions précaires dans la commune de Bir El Ater. De plus, 200 aides pour la réalisation de logements ruraux et 200 décisions pour bénéficier de lotissements sociaux, répartis sur plusieurs communes de la wilaya, ont été également distribuées aux bénéficiaires. Idem à Constantine où un quota de 1 109 LPL et 400 aides à la construction rurale ont été distribués. Il s'agit de 579 LPL destinés aux occupants des habitations précaires de la vieille ville, figurant sur la liste de 1 488 LPL restants du programme global de 3 000 logements sociaux, réalisés au niveau de l'extension de l'unité de voisinage de la nouvelle ville Ali-Mendjeli, et 480 LPL au profit des demandeurs de logements sociaux de la commune d'El Khroub. Ces logements sont réalisés dans le cadre d'un programme de 1 500 logements publics locatifs dont le tirage au sort a eu lieu dans le courant de cette semaine, a indiqué le wali, Abdessamie Saïdoune, au cours de la cérémonie de distribution de ces unités. Enfin, d'autres wilayas ont aussi connu les

LA QUESTION DU JOUR

Guerre et famine au Yémen

Suite de la page une

L'idée que le pouvoir saoudien est prêt à faire quasiment toutes les concessions, pourvu que cette horreur lui soit passée, a cependant tout l'air d'avoir péché par excès d'optimisme. Les intérêts des grandes puissances sont trop imbriqués avec ceux du plus gros producteur de pétrole pour que ce dernier ne soit pas conscient de sa force de dissuasion. Dès lors que les vendeurs d'armes, les Etats-Unis en tête, mais ils ne sont pas les seuls à prospérer dans cette profession, ont écarté l'option d'arrêter de l'approvisionner en armes en tout genre, en réalité la messe était dite. Le président américain l'a rejetée d'un revers de la main, arguant que la Chine et la Russie seraient trop contentes de sauter sur l'occasion. Les élections aux Etats-Unis se tiendront mardi prochain. Eh bien, si dans les heures qui viennent, des sondages laissent penser que les républicains vont être sanctionnés pour leur refus de forcer la main aux Saoudiens, rapport à la guerre au Yémen, alors là, oui, on peut être sûr que Trump va hausser le ton à leur adresse, et de façon à être écouté par eux. Seulement voilà, il est déjà trop tard pour ce scénario, dans la supposition où il aurait quelque chance de se produire. Les Saoudiens ne sont pas seulement les plus gros acheteurs d'armes, ce sont aussi le plus important pourvoyeur d'énergie. S'ils avaient constaté que les Américains étaient décidés à sévir contre eux de quelque façon, ils auraient sûrement fait en sorte que le prix du baril échappe à leur contrôle, une perspective qui redoutait particulièrement l'administration américaine. Les Saoudiens n'ont pas la bombe nucléaire, mais ils disposent d'une arme de dissuasion peut-être plus efficace, ne serait-ce que parce qu'ils ont le droit de s'en servir chaque fois que cela est dans leur intérêt, sans pour autant s'attirer les foudres des autres puissances. Donald Trump peut survivre politiquement à une guerre du Yémen qui tire en longueur, mais probablement pas à un baril de pétrole qui monte en flèche. Voilà pourquoi un grand nombre d'enfants du Yémen sont bien partis pour aller rejoindre Amal Hussein, la fille de sept ans qui a donné son visage à leur tragédie, et qui elle a vécu.

M. H.

même festivités, à l'image de Tissemsilt où les clés et affectations de 698 logements publics locatifs et 200 aides à l'habitat rural ont été remises à leurs bénéficiaires, et Oum El Bouaghi où plus de 650 logements de différentes formules ont été distribués.

Thinhinene Khouchi

Des enjeux multiples en attente d'une approche moderne

Stationnement, talon d'Achille de toutes les politiques urbanistiques

■ *Qu'il soit vieillissant ou neuf, le parc automobile algérien a connu un développement exponentiel (5 986 000 véhicules fin 2017 contre 4 314 607 unités en 2010, 3 706 000 véhicules en 2008 et 2 840 077 véhicules en 1998) qui a mis à rude épreuve la capacité des pouvoirs publics à mener, à un rythme identique à cette évolution fulgurante, les travaux de restructuration des réseaux routiers urbains, notamment dans les grandes villes du pays, la capitale en tête, où l'enjeu n'est plus celui de la seule circulation automobile, mais aussi et surtout du stationnement, talon d'Achille de toutes les politiques urbanistiques et véritable enjeu qui se conjugue au présent et au futur.*

Par Filali H. Imène

Au grand chapitre des règles de gouvernance de la cité figure, en bonne place, le principe d'optimisation de la circulation et du stationnement automobiles, disent les experts, pour ce qu'il a comme effet déterminant sur la qualité de vie des citoyens, qu'ils soient conducteurs ou piétons. C'est en effet l'une des problématiques des temps modernes qui a mené, un peu partout dans le monde, à une restructuration complète des modes de circulation automobile, avec pour enjeu de réduire celle-ci au maximum en réalisant des circuits optimisés de transport en commun, urbains et suburbains, et en surtaxant, pour le décourager, le droit à la circulation automobile dans les centres urbains, à l'exception des taxis et des bus. Alger, qui compte plus de 1 600 000 véhicules automobiles, et qui est traversée par plus de 500 000 véhicules par jour, et bien d'autres désormais grandes villes algériennes, souffrent d'être trop visitées quotidiennement par des dizaines de milliers de voitures, de surcroît en désérence, car incapables de se trouver une place de stationnement, la plupart des lieux d'escale possibles étant déjà occupés et même squattés en permanence, dans la plupart des cas, du fait de l'absence d'un système de paiement horodateur qui permette de taxer et donc de valoriser la place de stationnement dans une ville engorgée. Cela a été éprouvé de par le monde, le système de paiement horodateur permet non seulement de récupérer de la valeur et de mieux assurer la gestion des aires de stationnement, mais également d'impulser, par la motivation financière qui le sous-tend, une dynamique communale de gestion des espaces de stationnement en vue de répondre à une demande effective et qui n'est guère satisfaite, loin s'en faut. «No parking, no business», disent les Américains. Sans vraiment vouloir invoquer un modèle auquel il est difficile d'identifier une expérience algérienne, il y a lieu de reconnaître que la sentence est également juste dans notre cas. N'est-il pas vrai que du fait de l'absence d'un système de taxation indirecte du stationnement automobile, on se retrouve, quelles que soient les rues et avenues de la capitale, Alger, avec des places de stationnement pleines la nuit et les rues commerçantes, le matin, ce sont les commerçants eux-



PHOTO: R.

mêmes que l'absence de clairvoyance conduit à un comportement irrationnel qui ne profite nullement aux activités commerciales sur un, voire deux kilomètres à la ronde. En effet, les commerçants, par leur attitude absurde, neutralisent toute rotation au niveau des espaces de stationnement linéaire en bordure des trottoirs, en y installant leurs véhicules, auxquels s'ajoutent ceux des fonctions libérales, tous concernés par l'enjeu de réalisation de meilleurs chiffres d'affaires que favoriserait une plus grande et plus fluide rotation du stationnement automobile dans la zone commerçante

concernée. Si la place de stationnement pouvait coûter un certain montant payable à l'heure, les squatteurs, inconscients de leurs propres intérêts, seraient amenés à imaginer des solutions alternatives qui sont vraiment, de toutes les façons, disponibles, à savoir le covoiturage, le déplacement en taxi, en métro ou en bus ou la très sage et très probable résolution de se faire déposer le matin et de se faire récupérer le soir à la fermeture. Toutes ces solutions sont valables et œuvrent toutes pour le bien de la collectivité urbaine qui a besoin, pour mieux vivre la ville, de décideurs qui sachent optimiser et

dynamiser le lien qui existe entre la taxation d'un service et les comportements positifs que celle-ci est susceptible de susciter chez les citoyens. N'est-il pas juste et plus sain aussi de libérer Alger et les autres grandes villes de la circulation automobile qui les étouffe ? La pollution induite par ce phénomène en constante aggravation est d'un niveau invivable, qui ne peut être endiguée que par l'endigement de la circulation automobile. Si au jour d'aujourd'hui, on ne peut encore envisager d'empêcher les visiteurs automobiles de pénétrer au cœur du centre-ville d'Alger notamment, il est cependant

possible de faire en sorte que ces automobilistes ne soient pas obligés de circuler plus d'une heure à la recherche d'une place de stationnement, alors que, parfois, leur escale, pour leurs affaires, n'a guère besoin de durer plus d'une demi-heure. Le spectacle de voitures garées à même le trottoir, des files de bouchons automobiles noyées dans un concert insupportable de klaxons de protestation, de piétons zigzaguant entre les véhicules pour se frayer un chemin, tout en humiliant, à leur corps défendant, les émanations des gaz automobiles... Cela n'est pas une fatalité urbaine et la solution n'est pas d'empêcher ou de contraindre, la solution étant, tout simplement, de manager les moyens de gouvernance urbanistique qui ne peuvent, en définitive, que produire des résultats probants. Et à poser ce genre de question en 2018, on ne peut que la poser sous l'angle de la complexité de sa gestion, tant l'enjeu, comme précisé plus haut, n'est pas seulement de répondre à la demande, mais de la réduire ou la limiter afin de concilier les paramètres, répondre aux attentes et satisfaire à l'impératif de préservation du cadre et de la qualité de vie urbaine, voire son leur amélioration. F. H. I.

Béjaïa

Le parc logement, objet d'attention particulière du wali

Le wali de Béjaïa, Ahmed Maabed, a effectué la semaine dernière plusieurs visites de travail et d'inspection du parc logement dans les communes de Toudja, Ouzellaguen, Sidi-Aïch, Amizour, Tazmalt, Akbou. Des visites qui se sont achevées par une séance de travail tenue avant-hier soir, où le wali a réuni les directeurs de l'exécutif afin de faire le point sur ces sorties sur le terrain effectuées au niveau des 8 sites où sont implantés des programmes de logements sociaux inscrits au profit de la wilaya. Il est question aussi de donner des instructions afin de lever les contraintes constatées sur place et coordonner les actions entre les différents services concernés pour faire avancer les projets et hâter leur livraison et leur attribution aux bénéficiaires qui les attendent avec impatience. «Un dossier sera transmis au ministère de l'Habitat pour la prise en charge des travaux de viabilisation des deux sites d'Ighzar Ouzarif et de Sidi Boudherhem», indique la cellule de communication de la wilaya qui fait observer que «pour les autres sites les travaux des VRD sont déjà pris en charge et ont reçu leurs financements». Et de souligner : «Le chef de l'exécutif a instruit le directeur de l'équipement afin d'intégrer dorénavant des groupes scolaires dans le cadre de la réalisation des pôles urbains», comme c'est le cas à Amizour où un groupe scolaire de 6 classes et une cantine seront réalisés au niveau du

projet des 810 logements sociaux en cours de réalisation et dont 392 sont déjà achevés. Lors de l'inspection de ce projet, le premier responsable de la wilaya a «instruit le directeur des équipements publics afin d'intégrer un projet de réalisation d'une école primaire au niveau de ce site où sont implantés ces logements», indique-t-on. Il a été également instruit de «dégager» des locaux qui vont abriter les différents services publics nécessaires aux habitants. A Tazmalt, le wali a inspecté le projet de réalisation de 500 logements sociaux dont 150 sont prêts à la livraison. Il a instruit sur place le directeur du logement d'accélérer les travaux de réalisation du reste du programme. En ce qui concerne les 580 logements sociaux au niveau d'Azaghar (Akbou), leurs bénéficiaires ont été invités à récupérer les clés hier, à l'occasion de la commémoration du 64^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale. Notons qu'une cérémonie était programmée le soir et le wali devait remettre au total 1 725 décisions, entre remise des clés de différents types de logements (LPA, LPL, AADL) et des d'aide à l'habitat rural. Le wali devait également, lors de sa visite, «vérifier si les conditions étaient réunies pour faciliter la vie des habitants au niveau de ce pôle urbain où est implanté un programme de 1 280 logements sociaux», fait observer la cellule de communication de la wilaya. Le pré-

dent de l'APC d'Akbou a été «saisi» sur place afin de préparer d'ores et déjà la liste des prochains bénéficiaires pour une autre distribution. Le chef de l'exécutif s'est rendu également à Toudja où il a visité le projet de réalisation de 520 logements. A Sidi Aïch et Ouzellaguen, il a inspecté le parc logements dans les deux localités et la station d'épuration à Sidi-Aïch. Le premier responsable de la wilaya a haussé le ton, sommant les différents responsables de respecter les délais et surtout d'accélérer le rythme des travaux. Il a visité le projet des 840 logements sociaux et 188 LPA situés à Remila, (Sidi Aïch). «Il a décidé d'affecter un quota de logements de type AADL à réaliser au niveau du même site», indique la cellule de communication de la wilaya. Par ailleurs, M. Maabed a instruit le directeur de l'hydraulique de «procéder à l'exécution immédiate d'une sanction à l'encontre du responsable de l'entreprise chargée de réaliser la station d'épuration (STEP) au niveau de Sidi Aïch, dont le taux d'avancement des travaux est actuellement de 30% seulement», ajoute la même source. Le chef de l'exécutif a également exigé que les clés des 368 logements de type RHP (résorption de l'habitat précaire), dont les travaux ont été achevés, soient remises aux bénéficiaires de la commune d'Ouzellaguen avant la fin du mois de décembre prochain.

Hocine Cherfa

Objectifs de développement durable

Les pays d'Afrique du Nord condamnés à coopérer pour atteindre les ODD

■ Les pays d'Afrique du Nord sont condamnés à développer davantage leur coopération régionale pour pouvoir relever le défi d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), a souligné un rapport des Nations unies rendu public hier à Tunis.

Par Kamel L.

Présenté lors des travaux de la 33^e réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE), relevant de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), ouverte mardi dernier à Tunis, le rapport explique que la coopération régionale est appelée à jouer un « rôle central » dans la mise en œuvre du Programme 2030, en permettant aux pays de relever leurs défis communs, grâce à l'adoption de solutions plus adaptées, plus rentables et transférables. Selon le même document, les principaux accords conclus en 2015 (Programme 2030, Agenda 2063, Accord de Paris sur le climat, Plan d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement) privilégient le soutien aux projets et aux cadres de coopération qui encouragent l'intégration régionale et favorisent la coopération et l'échange de données d'expérience, en particulier en Afrique. Le Maghreb, qui représente un



marché de plus de 90 millions de consommateurs, est l'une des régions les moins intégrées sur le plan intra-régional, mais aussi en matière d'intégration à l'économie mondiale, ont affirmé les experts de la CEA, auteurs du rapport. Le commerce intra-maghrébin représente environ 3% du total du commerce extérieur des cinq pays (3,35% - CEA, 2012) et les projets d'investissements directs étrangers inter-maghrébains, émanant principalement du Maroc et de la Tunisie, demeurent limités. Si les priorités régionales sont assez clairement définies, peu de cadres stratégiques sont aujourd'hui disponibles pour encadrer l'action maghrébine et il n'existe pas non plus d'objectifs chiffrés à l'échelle maghrébine, a fait savoir la

même source. **L'UMA appelée à contribuer dans la quête vers les ODD** Alors que les pays partagent les mêmes enjeux stratégiques, les politiques nationales « sont rarement conçues avec l'objectif de favoriser la coopération maghrébine », a-t-on déploré de même source. Le CEA a indiqué que l'Union du Maghreb arabe (UMA) et les pays membres « doivent redoubler d'efforts » pour traduire en actions concrètes les nombreux engagements pris dans le cadre de l'UMA. Ces parties se doivent de travailler ensemble à résoudre des problèmes d'intérêt commun, en particulier pour harmoniser les politiques et les réglementations, stimuler le commerce agroalimentaire intra-régional, créer des chaînes de valeur

régionales, favoriser le développement des infrastructures trans-frontalières énergétiques et promouvoir l'échange de connaissances et de données d'expérience et le transfert de technologie. L'UMA a un rôle important à jouer pour accompagner ses pays membres dans la mise en œuvre et le suivi du Programme 2030 et de l'Agenda 2063. Pour cela, elle doit renforcer son rôle de leadership en matière de coordination régionale en vue de faciliter la synergie des interventions des partenaires de développement à l'échelle de la sous-région et en améliorer l'impact, grâce à une meilleure mutualisation des ressources. Elle devra orienter ses efforts autour de cinq axes majeurs dont l'élaboration d'une stratégie maghrébine

de développement durable en appui aux efforts de ses pays membres dans la réalisation des ODD et la mise en œuvre de l'Agenda 2063. Le suivi régulier de la situation, des progrès et des perspectives du développement durable à l'échelle maghrébine, le renforcement des capacités du personnel de l'institution, ainsi que le partage de connaissances, de données d'expérience et de bonnes pratiques entre ses Etats membres dans des domaines clés comme la statistique, la recherche et l'innovation technologique, la formation des compétences, figurent aussi parmi les principaux axes majeurs. La CEA souligne, enfin, la mise en œuvre d'initiatives sous-régionales, en appui aux initiatives et programmes continentaux lancés par l'Union africaine. Initiée par le Bureau de la CEA de l'ONU en Afrique du Nord, la 33^e réunion, tenue du 30 octobre au 2 novembre, représente une occasion pour les experts et représentants des pays nord-africains d'échanger sur les besoins de la région en matière de production de statistiques de qualité, les protocoles régissant la production de données et leur analyse dans cette sous-région du continent africain. Cette rencontre se tient avec la participation de représentants de haut niveau des gouvernements et des institutions nationales des statistiques des pays concernés (Algérie, Tunisie, Maroc, Mauritanie, Libye, Egypte, Soudan). Les recommandations issues de cette réunion seront soumises à la Conférence des ministres africains des Finances, de la Planification et du Développement économique de la CEA dans la perspective de leur mise en œuvre. La Commission économique pour l'Afrique est l'une des cinq commissions régionales du Conseil économique et social de l'ONU (Ecosoc). Son Bureau en Afrique du Nord a pour mission de soutenir le développement des sept pays de la sous-région en les aidant à formuler et à mettre en œuvre les politiques et les programmes susceptibles de contribuer à leur transformation économique et sociale, et se basant en particulier sur deux thématiques principales : l'intégration régionale en Afrique du Nord et les problématiques liées aux compétences, à l'emploi et au développement équitable dans la région. Le CIE est un organe statutaire du Bureau de la CEA en Afrique du Nord, composé de représentants des pays membres. Il se réunit annuellement pour évaluer le contexte économique et social de la région et statuer sur les orientations stratégiques de la CEA en Afrique du Nord.

K. L./APS

R. E.

Espionnage économique

La Chine exige des «preuves» des Etats-Unis

La Chine a exigé hier aux Etats-Unis, qui accusent Pékin d'être lié à une affaire d'espionnage économique d'un fabricant américain de semi-conducteurs, de montrer des preuves tangibles de ce crime économique supposé. La justice américaine a annoncé jeudi l'inculpation d'une société contrôlée par le gouvernement chinois ainsi qu'une compagnie taïwanaise et trois ressortissants taïwanais pour avoir tenté de voler des secrets industriels de l'entreprise Micron Technology. « Comme cette affaire et d'autres cas récents l'ont montré, l'espionnage économique chinois contre les Etats-Unis augmente, et augmente rapidement », a affirmé le ministre américain de la Justice, Jeff Sessions, en annonçant les poursuites. Micron, basée dans l'Idaho (nord-ouest) est le quatrième fabricant mondial de semi-conducteurs avec une part de

marché de 20 à 25% de l'industrie des DRAM (puces de mémoire vive), « une technologie que ne possédait pas les Chinois jusqu'à récemment », a précisé M. Sessions, évaluant le préjudice pour la société américaine à 8,75 milliards de dollars. « Si les Etats-Unis sont véritablement préoccupés, ils devraient présenter des preuves tangibles », a rétorqué Lu Kang, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, lors d'une conférence de presse régulière. Les sociétés inculpées sont l'entreprise d'Etat chinoise Fujian Jinhua Integrated Circuit, la compagnie taïwanaise United Microelectronics Corporation (UMC), et trois ressortissants taïwanais dont Chen Zhengkun, alias Stephen Chen, ancien directeur d'une filiale taïwanaise de Micron, MMT. Selon l'acte d'accusation, M. Chen a démissionné de son poste en juillet 2015 pour rejoindre UMC.

Là, il a « négocié un accord de coopération entre UMC et Fujian Jinhua selon lequel, grâce au financement de Fujian Jinhua, UMC transférerait la technologie des DRAM à Fujian Jinhua en vue d'une production de masse ». Il aurait aussi débauché deux salariés de MMT qui auraient « volé et amené à UMC plusieurs secrets commerciaux de Micron liés au design et à la fabrication des DRAM ». La Chine a créé Fujian Jinhua en février 2016 pour fabriquer à terme des puces électroniques. Pékin avait alors investi 37 milliards de yuans (5,34 milliards de dollars) pour construire une ligne de production avec le soutien technologique d'UMC. La justice a également annoncé une action au civil pour empêcher les deux sociétés visées de transférer leur technologie et pour empêcher leurs produits d'entrer sur le territoire américain. Micron et ses processeurs sont au centre

d'une bataille juridique entre les Etats-Unis et la Chine sur fond de guerre commerciale et de sécurité nationale. Le ministère américain du Commerce a interdit lundi aux entreprises américaines de vendre leurs produits sans autorisation préalable à Fujian Jinhua, estimant que le fabricant chinois était en passe de produire en masse des DRAM sans doute basées sur de la technologie américaine. Ces restrictions à l'exportation s'inscrivent dans le combat mené par l'administration du président américain Donald Trump afin de forcer la Chine à changer ses méthodes de faire des affaires, que Washington juge « déloyales ». En juillet, Fujian Jinhua avait affirmé qu'un tribunal chinois avait interdit à Micron de vendre plus d'une dizaine de ses produits (clé USB, disque dur, puces...) en Chine.

Infrastructure

À l'arrêt depuis des années, le projet du stade de Bordj Menaïel relancé

■ A l'arrêt depuis plusieurs années, les travaux de parachèvement du stade de football (10 000 places) de Bordj Menaïel (Est de Boumerdès) seront «progressivement» relancés durant le premier semestre 2019, au grand bonheur des amateurs et techniciens du ballon rond de cette ville qui a donné beaucoup de joueurs au football national.



Par Anis T.

Suite à l'accord de principe signifié par le ministère des Finances, durant l'examen du budget 2019 en mai dernier, le feu vert a été donné pour l'inscription d'une rallonge pour le financement des travaux de parachèvement de ce projet, a indiqué le directeur de wilaya de la jeunesse et des sports, Zebdi Djamal, dans un exposé sur ce projet, présenté au wali lors d'une visite de travail dans cette commune. Selon le responsable, «une rallonge budgétaire de 1,6 milliard de dinars est nécessaire pour le parachèvement des travaux de réalisation de la 3^e tranche restante de ce stade de football». A cela s'ajoute une dotation d'un milliard de DA déjà

allouée pour la réalisation de la première tranche relative aux études inhérentes, au même titre que la 2^e tranche du projet concernant les travaux de terrassement et de réalisation de près de 5 000 places. Vu l'importance de l'enveloppe nécessaire pour le parachèvement du projet, M. Zebdi a expliqué qu'un «fractionnement de ce financement» a été décidé, dans le cadre d'un «financement séparé pour chaque partie restante de la structure», avec une proposition de révision de certains installations prévues avant l'entame de la réalisation. Il a, dans ce sens, cité une proposition de réduction de l'espace réservé au parking de véhicules de 2 500 places, outre l'annulation d'un nombre de commodités jugées, selon lui, «complémentaires», à l'instar de l'hôtel. A noter que le taux

d'avancement actuel de ce projet de stade de football ne dépasse pas les 50%, représentés par des travaux de terrassement et d'aménagement du terrain, en plus de la réalisation de 5 000 places. Pourtant, le projet a été inscrit à la réalisation en 2008, pour une enveloppe préliminaire de près de 500 millions de DA, déjà consommée, avant d'être complétée par une dotation supplémentaire de 1,6 milliard de DA, au titre du programme complémentaire 2014, dans le cadre d'une réévaluation du coût du projet. Cependant, cette enveloppe a été gelée pour cause d'«austérité», selon les responsables du secteur. Les travaux de réalisation de ce stade n'ont démarré qu'en 2012, pour des problèmes de foncier, puis arrêtés en 2014 pour des considérations financières.

L'infrastructure est implantée sur une superficie de plus de 10 ha, à la sortie nord de la ville, à hauteur de la RN 12 reliant Tizi-Ouzou et Boumerdès. Ce stade, devant bénéficier d'un tapis en gazon naturel et de gradins couverts, selon sa fiche technique, comprendra, en outre, de nombreuses commodités annexes dont des terrains pour entraînement, une piste d'athlétisme avec huit couloirs, un hôtel et des salles pour les sports collectifs.

La réception du stade... rêve des supporters des «Coquelicots»

Les supporters de l'équipe phare de football de la ville de Bordj Menaïel, la JSBM, plus connue sous le nom des «Coquelicots», fondent de grands espoirs pour le parachèvement des travaux du stade, dont le chantier est à l'arrêt depuis des années. Cet espoir est particulièrement exprimé par les anciennes gloires de l'équipe des Coquelicots, dont Ferhat Aziz et Youcef Tonka, qui ont fait part, à l'APS, de leur «souhait profond que cette équipe puisse renouer avec la gloire, suite à la reprise en main de ce chantier par les autorités publiques, tout

en offrant aux jeunes de cette ville un cadre pour faire éclater leur talent». Il s'agit également, selon nombre d'anciens joueurs de cette ville, de concrétiser une structure sportive qui contribuera dans la promotion du sport-roi dans cette région, mais qui sera surtout à la mesure des ambitions de la JSM Bordj Menaïel, dont l'absence d'un cadre sportif adéquat est à l'origine de sa «dégringolade dans les bas-fonds du championnat de la division régionale Centre», ont-ils soutenu. La ville de Bordj Menaïel est fière de compter l'une des plus anciennes équipes de football du pays, dont la création remonte aux années 30 du siècle dernier, et aussi l'un des plus vieux stades du pays, dont l'histoire remonte aux années 50, avant sa baptisation après l'indépendance au nom du moudjahid Salah-Tekdjerdar. Durant les années 1980 et 1990, l'équipe phare de Bordj Menaïel avait réalisé, sous les commandes du défunt Ali Tahanouti (décédé en 1994), des résultats mémorables. Entre autres, finaliste de la Coupe d'Algérie en 1987 devant l'US El Harrach, et a toujours joué les premiers rôles dans les championnats nationaux entre les années 1988 et 1994. Aujourd'hui, les matchs de cette équipe sont domiciliés au stade communal Salah-Tekdjerdar (près de 7 000 places), une structure malheureusement en deçà de la réputation du club des «Coquelicots» et de l'amour des jeunes de la ville de Bordj Menaïel pour le football. Ce stade est utilisé, également, par l'équipe de la commune de Bordj Menaïel et les jeunes espoirs des écoles El-Mustakbal et Chabab Erriadhi de la ville, qui ont formé de grands noms du football national, à l'image des Ferhat Aziz et son fils Zine Eddine, Belkaid Farouk, Lounes Ben Dahmane, les frères Amrous, Tonkin et autres. A. T./APS

Oum El Bouaghi

Mise en service de trois bureaux de poste

Les infrastructures de la poste et des technologies de l'information et de la communication (TIC) viennent d'être renforcées à Oum El Bouaghi par la mise en service, jeudi, de trois nouveaux bureaux de poste. La mise en service de ces trois nouveaux bureaux de poste a été présidée

par le wali, Messaoud Hadjadj, à l'occasion de la célébration du 64^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale. Visant à améliorer le service public de la poste et alléger la pression exercée sur le secteur, ces nouveaux bureaux sont situés dans les communes

d'Ain El Diss, Ain Kercha et Sigus. Les autorités locales avaient dans la journée posé la première pierre d'un groupement scolaire à la cité Larbi-Benmehdi dans la ville d'Oum El Bouaghi.

Halim Y.

Pour pomper les eaux stagnantes après les fortes pluies La Protection civile d'Oran à pied d'œuvre

D'importants moyens ont été mobilisés jeudi par les unités de la Protection civile de la wilaya d'Oran pour les opérations d'évacuation des eaux stagnantes, après les fortes averses qui se sont abattues mercredi soir sur la région, a-t-on appris auprès de ce corps de secours. A la nouvelle cité des 5 100 logements, une agglomération relevant du nouveau pôle urbain de Belgaid, rattachée à la commune de Bir El Djir, les services de la Protection civile sont à pied d'œuvre pour l'épuisement des eaux stagnantes, de même qu'à Es-Sénia où les pluies orageuses ont rendu difficile la circulation routière, a-t-

on appris de même source. Plusieurs points noirs ont été enregistrés suite aux fortes pluies, bloquant les axes routiers, notamment au niveau de l'entrée de la commune de Sidi Chahmi, une zone inondable jouxtant un bidonville, a-t-on ajouté, faisant savoir qu'une équipe de la Protection civile est sur les lieux pour effectuer des opérations de pompage et d'évacuation des eaux stagnantes. Selon la même source, d'autres interventions ont été effectuées pour des opérations d'épuisement des eaux qui se sont infiltrées dans des habitations, notamment à Boufatis où deux familles habitant

une ferme ont été secourues par les services de la Protection civile. Les automobilistes ont vécu également des scènes récurrentes causées par les inondations au niveau de la commune de Bir El Djir, à la cité 1 500 logements de hai USTO, où les eaux pluviales ont bloqué la circulation routière à cause de travaux interminables de réalisation d'avaloirs. Une cellule de crise regroupant plusieurs intervenants, dont la Protection civile, a été mise en place au siège de la wilaya pour suivre les opérations d'interventions dont le bilan n'a pas encore été rendu public, a-t-on signalé. R. R.

Audi Algérie

A3 assemblée à Relizane avant fin 2018

Animée par Ali Zidane

Après les marques Volkswagen, Seat et Skoda, voilà que Sovac Production se lancera à la fin de l'année dans le montage de la marque allemande premium Audi. Disparues des showrooms du groupe Sovac depuis un peu plus de deux ans, les modèles Audi reviendront dans les espaces d'exposition crescendo. En premier lieu, l'unité de montage de Relizane assemblera la compacte Audi A3 Sportback, très appréciée par les automobilistes algériens. Audi



A3 sera commercialisée avec un bloc-moteur 2.0 TDI développant une puissance de 143 ch, accouplé aux boîtes de vitesses manuelle (BVM) à six rapports et automatique à six rapports S-Tronic (BVA). Le modèle allemand sera disponible dès le mois de décembre et exposé au Salon de l'automobile d'Oran (Autowest). Par ailleurs, Sovac Production est en négociation avancée avec la maison mère (Groupe Volkswagen) pour le lancement du montage d'un deuxième modèle dès le premier trimestre 2019. Il s'agit du tout dernier SUV Audi Q3.

Sovac Production

Nouvelle Škoda Rapid au prix de 2 299 000 DA



Les Škoda Rapid et Fabia disponibles dans l'ensemble du réseau Sovac. La nouvelle Škoda Rapid est désormais en vente dans l'ensemble du réseau de Sovac. Elle est dotée d'un moteur 1.6 MPI 110 CH avec une boîte de vitesses à cinq rapports. Ce modèle constitue la nouvelle classe de Škoda. Positionnée entre la Fabia et l'Octavia, la Rapid complète parfaitement la gamme Škoda et s'inscrit dans le segment à fort volume des compactes. Elle convainc par son

design expressif et ses moteurs à l'efficacité énergétique marquée. Elle impose de nouvelles références dans le segment des berlines compactes en tant que voiture familiale, tout à la fois spacieuse, élégante et abordable. Ce modèle, qui sera disponible en finition Ambition, fait bénéficier ses acquéreurs de solutions astucieuses, d'une technologie moderne et d'un équipement de sécurité complet avec climatisation, radio Swing avec écran tactile 6,5", accou-

doir central à l'avant, détecteurs de stationnement arrière, Jantes alliage Vigo 16", lève-vitres électriques à l'avant et à l'arrière, les vitres latérales surteintées à l'arrière. Le véhicule, très prisé par les familles avec enfants, est également doté d'un régulateur de vitesse, d'un ancrage pour siège-enfant Isofix, d'un espace de rangement «Simply Clever» et d'un filet de coffre pour permettre aux familles de bien protéger leurs bagages et mieux les ranger. La Škoda Rapid est la nouvelle référence dans sa catégorie lorsqu'il est question d'habitabilité et de capacité du coffre (550 l). La nouvelle berline compacte de Škoda s'est vu attribuer cinq étoiles, soit la note maximale, pour son niveau de sécurité élevé à l'issue du programme de crash-tests de l'Euro NCAP. Le consortium Sovac SPA Algérie 2/3 reconnaît ainsi les excellents résultats obtenus par la Škoda

Rapid en matière de protection des occupants adultes et enfants et des piétons. De l'extérieur, la Rapid offre un design attirant et moderne. Elle est dotée de feux arrière à LED, projecteurs antibrouillard, rétroviseurs extérieurs réglables et dégivrants électriquement, rétroviseurs intérieur et extérieur électrochromatiques anti-éblouissement et de vitres latérales en verre athermique surteintées à l'arrière, plus un pack chrome. Côté prix, la nouvelle Škoda Rapid est disponible dans les showrooms Sovac au prix de 2 299 000 DA.

une boîte de vitesses à cinq rapports, s'inscrit dans la tradition de la marque avec un nouveau design pour l'avant et l'arrière. On relèvera le restylage de la calandre et des boucliers avant et arrière, pour un profil plus épuré en plus du nouveau style de jantes en alliage «MATONE» 15". Les phares halogènes H7 et les feux en LED donnent plus de style au véhicule. La Fabia restylée a des vitres latérales en verre athermique surteintées à l'arrière, des rétroviseurs extérieurs réglables et dégivrants électriquement, des rétroviseurs intérieur et extérieur électrochromatiques anti-éblouissement, ainsi que des rétroviseurs extérieurs et poignées de portes dans la teinte du véhicule. Pour plus de confort la nouvelle Fabia est dotée du détecteur de stationnement arrière, des lève-vitres électriques à l'avant et à l'arrière, d'un accoudoir central, un régulateur de vitesse, soit la parfaite citadine pour rouler en ville en toute sérénité. Pour la tarification, la nouvelle Fabia disponible en une seule finition, à savoir Ambition, est affichée au prix de 1 999 000 DA TTC.

Škoda Fabia, la citadine par excellence

La Škoda Fabia est un des modèles les plus importants de la gamme du constructeur tchèque. Depuis le lancement de la première génération de Fabia en 1999, plus de 4 millions de modèles de la citadine tchèque ont été vendus dans le monde. Le retour de ce modèle sur le marché algérien va réjouir une large clientèle. Tant attendue, la Škoda Fabia, avec son bloc moteur 1.6 MPI 90 Ch, associé à

Nouveauté

Fiat 500 électrique fin 2019



L'icône italienne s'apprête enfin à être renouvelée, douze ans après son lancement. Un rafraîchissement davantage salvateur pour ses entrailles, hors d'âge, que pour son look, éternellement au goût du jour.

Reposant sur une nouvelle plate-forme, la future Fiat 500 ne se contentera plus d'une seule carrosserie 3 portes. A l'image de la gamme que Mini a habilement déployé depuis quelques années, l'italienne recevra le renfort d'une variante 5 portes, tandis qu'une déclinaison break est également programmée. Si elle reprendra l'appellation

Giardiniera, usitée dans les années 60, elle s'ouvrira deux ouvrants supplémentaires, par rapport au modèle original, strict 3 portes.

Mais l'avenir de la Fiat 500 passera surtout par l'électrification de son soubassement, pour suppléer les motorisations 100% thermiques. Un modèle vertueux déjà existant sur le modèle actuel, vendu aux USA, mais excessivement onéreux, car n'ayant pas été prévu initialement dans le cahier des charges. L'adaptation du moteur électrique et des batteries alourdit la puce de 240 kg, pour une auto-

nomie réelle d'environ 150 km. Le progrès technologique aidant, la future Fiat 500 électrique optimisera sa plate-forme pour accueillir des composants plus modernes et abordables. Il est permis d'espérer rallier 300 km.

Quelques semaines avant son décès à l'été 2018, Sergio Marchionne, patron du groupe FCA, avait évoqué l'avenir de la Fiat 500, lors de la présentation d'un nouveau plan stratégique. Après une révélation probable fin 2019, la commercialisation de ce tout nouvel opus interviendra courant 2020. Deux millions d'exemplaires de la citadine ont trouvé preneur, en version 3 portes, sans compter ses déclinaisons SUV (500X) et familiale (500L).

Pour rappel, depuis 2007, la Fiat 500 réinterprétée avec brio le mythe du pot de yaourt, initié à la fin des années 50, à grand renfort de détails néo-rétros lui ayant permis de faire fi des outrages du temps, aussi bien extérieurement que dans son habitacle.

Kia Motors Algérie

Campagne service après-vente hivernale



Kia Motors Algérie procédera à partir de demain, dimanche 4 novembre, au lancement de la campagne «Anticipez l'hiver avec Kia Motors Algérie» en faveur de ses clients du service après-vente.

Durant cette opération, qui débutera le 4 Novembre et prendra fin le 15 novembre, de 7h00 à 19h00, les clients profiteront d'un diagnostic gratuit de 20 points de contrôle pour chaque

admission dans nos ateliers durant la campagne, et bénéficieront de remises allant jusqu'à 30% sur la pièce de rechange d'origine et garantie constructeur. L'opération «Anticipez l'hiver avec Kia Motors Algérie» concernera le centre de maintenance des Pins Maritimes, le Quick Service du Caroubier ainsi que les magasins de pièces de rechange Caroubier et Pins Maritimes.



Royaume-Uni

Enquête criminelle sur des accusations d'antisémitisme au sein du Labour

■ Une enquête criminelle a été lancée sur des accusations d'antisémitisme au sein du Labour, principal parti d'opposition au Royaume-Uni, déjà accusé de ne pas agir suffisamment contre la haine envers les Juifs.

Par Rima C.

Scotland Yard a annoncé hier dans un communiqué que la cheffe de la police londonienne, Cressida Dick, avait reçu le 4 septembre un «dossier contenant des documents à la suite d'une interview accordée à LBC Radio». «Le contenu a été examiné par des agents spécialisés» et «une enquête criminelle a été ouverte sur certaines des allégations contenues dans ces documents», a expliqué Scotland Yard. Ce dossier interne au parti travailliste compilait 45 affaires dont des messages haineux postés par des membres du parti sur les réseaux sociaux. La police a travaillé en lien avec le Crown prosecution service, chargé de l'accusation au Royaume-Uni,

avant que les poursuites ne soient engagées. «Nous avons examiné des informations qui m'ont été transmises dans un studio de radio il y a environ deux mois. Nous enquêtons maintenant sur certaines de ces informations car il semblerait que des infractions aient été commises», a déclaré Cressida Dick hier sur BBC Radio 4. Elle a précisé que les policiers n'allaient pas enquêter sur le parti travailliste lui-même. «Nous voudrions que les institutions et les partis politiques similaires puissent se réguler eux-mêmes», a-t-elle déclaré. «Le Labour a un système solide pour enquêter sur les plaintes d'infractions présumées aux règles du parti travailliste commises par des membres», a déclaré un porte-parole du parti.

Le parti est prêt à collaborer avec les enquêteurs et «toute personne s'estimant victime d'une infraction doit le signaler à la police», a ajouté ce porte-parole. Le Labour a passé les derniers mois à se défendre d'accusations d'antisémitisme qui ont poussé plusieurs personnalités à claquer la porte du parti.

Ainsi, Frank Field, député de Birkenhead (nord-ouest de l'Angleterre) a quitté le parti à la fin de l'été accusant sa direction de «ne rien faire de significatif face à l'érosion de nos valeurs fondamentales». Le vice-président du Parti, Tom Watson, a qualifié hier la nouvelle de l'enquête de «totalement déprimante». «Malheureusement je ne suis pas surpris», a-t-il ajouté. Depuis son élection à la tête du parti, en septembre 2015, le chef du Labour, Jeremy Corbyn, militant pro-palestinien de longue date et ancré à la gauche du parti, est taxé d'antisémitisme. Plusieurs membres du parti ont été suspendus, expulsés ou forcés de démissionner pour avoir fait des déclarations antisémites, mais Jeremy Corbyn est accusé de ne pas en faire assez. Cet été, une décision du comité national exécutif du Labour a relancé la polémique. L'instance avait décidé d'adopter un code de conduite ne reprenant que partiellement la définition d'«antisémitisme» élaborée par l'Alliance internationale pour le souvenir de l'Holocauste (IHRA).



Ph. > D. R.



Points chauds

Repli

Par Fouzia Mahmoudi

L'élection dimanche dernier du candidat Jair Bolsonaro, classé à l'extrême-droite par les médias occidentaux, au scrutin présidentiel brésilien, fait suite à celle de nombreux autres hommes politiques classés à droite, voir à l'extrême-droite que ce soit en Autriche, Italie, Hongrie, ou encore aux États-Unis. Des élections qui se suivent et qui inquiètent de plus en plus les représentants de la gauche et du centre dans de nombreux pays européens et notamment en France. C'est ainsi que dans un entretien dans la presse, Emmanuel Macron dresse un parallèle entre la situation des années 1930 en Europe et celle aujourd'hui. L'occasion pour le chef de l'État de lancer un appel à «être lucide» et «résister». «Je suis frappé par la ressemblance entre le moment que nous vivons et celui de l'entre-deux-guerres», indique le chef de l'État dans des propos tenus au premier quotidien français, en marge d'une visite de l'exposition consacrée à Georges Clemenceau au Panthéon en début de semaine. «Dans une Europe qui est divisée par les peurs, le repli nationaliste, les conséquences de la crise économique, on voit presque méthodiquement se réarticuler tout ce qui a rythmé la vie de l'Europe de l'après- Première Guerre mondiale à la crise de 1929», ajoute-t-il dans cet entretien publié sur le site du journal. «Il faut l'avoir en tête, être lucide, savoir comment on y résiste», en «portant la vigueur démocratique et républicaine», selon lui. Le chef de l'État français s'apprête à célébrer le centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale en visitant les lieux de batailles dans le Grand Est et les Hauts-de-France durant une semaine à partir de demain. Suivront la cérémonie du 11 novembre à l'Arc de Triomphe en présence d'une centaine de dirigeants du monde entier, puis le premier Forum de la paix à La Villette. Au cours de ces rendez-vous, Emmanuel Macron indique qu'il ne «veut pas simplement regarder l'histoire». «Je veux rendre hommage et essayer de comprendre les leçons de cette histoire. C'est un message de célébration, de mémoire et d'avenir». En promouvant, à cette occasion, une Europe «plus souveraine et plus multilatérale». «L'Europe est face à un risque : celui de se démembrer par la lépre nationaliste et d'être bousculée par des puissances extérieures. Et donc de perdre sa souveraineté. C'est-à-dire d'avoir sa sécurité qui dépend des choix américains et de ses changements, d'avoir une Chine de plus en plus présente sur les infrastructures essentielles, une Russie qui, parfois, est tentée par la manipulation, des grands intérêts financiers et des marchés qui dépassent parfois la place que les États peuvent prendre», prévient Macron. Toutefois, durant cet entretien des plus pessimistes à aucun moment il n'avance la moindre solution face aux divers maux et périls avec lesquels il tente, lourdement, de faire peur à ses compatriotes. Il semble au contraire se positionner en simple observateur, un observateur à la moralité irréprochable, critiquant ses homologues et indirectement les peuples qui les ont élus.

F. M.

Ce code de conduite n'incluait pas plusieurs exemples associés à cette définition comme «accuser les Juifs d'être plus fidèles à Israël qu'à leur propre pays» ou encore «comparer les politiques actuelles d'Israël à celle des nazis», de crainte que cela empêche de critiquer la politique israélienne. Le parti a finalement adopté la définition complète. Jeremy Corbyn a reconnu début août que sa formation avait un «réel problème» d'antisémitisme. Lors du congrès annuel de son parti, fin septembre, il assurera que le Labour «sera toujours implacable dans sa lutte contre l'antisémitisme». Il a aussi recon-

nu que la polémique autour de l'antisémitisme avait «fait du mal (...) dans la communauté juive et suscité une grande consternation au sein du parti». Un ancien grand rabbin, Lord Jonathan Sacks, avait demandé début septembre au patron du Labour de s'excuser publiquement. Pour Lord Sacks, des Juifs vivant au Royaume-Uni envisageaient de quitter le pays en raison du climat actuel. Tom Watson a estimé hier que l'enquête allait «faire taire le très petit nombre de personnes qui croient encore que l'antisémitisme n'existe pas dans mon parti».

R. C.

Crise au Sri Lanka

Le Parlement convoqué la semaine prochaine

Le président du Parlement sri-lankais a ordonné hier la tenue d'une session parlementaire la semaine prochaine afin de tenter de sortir de la lutte de pouvoir au sommet de l'État, pour laquelle les marchandages font rage en coulisses. Depuis le limogeage surprise voilà une semaine par le chef de l'État Maithripala Sirisena du chef du gouvernement Ranil Wickremesinghe, et son remplacement par l'ex-homme fort de l'île (2005-2015) Mahinda Rajapakse, le Sri Lanka se retrouve de fait avec deux Premiers ministres rivaux. M. Wickremesinghe dénonce ce renvoi comme inconstitutionnel et s'accroche au pouvoir. «Le président du Parlement a rencontré une majorité de députés à une réunion de comité et promis qu'il ouvrirait le Parlement le 7 novembre», a indiqué à l'AFP le porte-parole de Karu Jayasuriya, troisième personnage de l'État dans l'ordre protocolaire. Ranil Wickremesinghe réclame une session du Parlement pour pro-

ver qu'il y détient toujours la majorité, malgré la suspension de l'assemblée par le président Sirisena jusqu'au 16 novembre. «J'ai vu votre requête de passer outre les actions du président. J'ai reçu nombre d'appels de diplomates et de groupes de la société civile pour intervenir et mettre fin à cette crise», a déclaré Karu Jayasuriya aux 118 parlementaires qu'il a rencontrés. Depuis le début de la crise, la communauté internationale appelle le président Sirisena à convoquer le Parlement afin qu'un vote de confiance puisse départager les deux parties. Jeudi soir, après une journée de confusion laissant attendre une réunion du Parlement lundi, le parti du président avait finalement annoncé un maintien de la suspension de l'assemblée. L'administration de Mahinda Rajapakse, ancien président de cette nation de 21 millions d'habitants et bête noire des défenseurs des droits de l'homme, a d'ors et déjà ordonné la réduction du prix de denrées alimen-

taires essentielles et la baisse de taxes. Ces mesures sont perçues comme destinées à s'attirer les faveurs de l'opinion publique. Le United National Party (UNP), formation de M. Wickremesinghe, accuse le camp opposé de vouloir laisser le Parlement fermé le plus longtemps possible pour avoir le temps d'organiser des défections dans les rangs des députés adverses. «Il est clair que Rajapakse n'a pas les chiffres au Parlement pour justifier sa nomination au poste de Premier ministre», a dénoncé Harsha de Silva, porte-parole de l'UNP. «Ils essayent de s'extirper de cette crise». Un cacique et parlementaire de l'UNP a affirmé s'être vu offrir 2,8 millions de dollars et le ministère de la Justice pour passer du côté de MM. Rajapakse et Sirisena. «J'ai un enregistrement téléphonique d'un ancien ministre du camp Rajapakse essayant de m'approcher», a déclaré Ranga Bandara à la presse, annonçant son intention de saisir la commission anti-corruption.



Salon international du livre d'Alger

Des thèmes pluriels explorés par les écrivains

■ Des fictions profondément ancrées dans la société ou l'histoire contemporaine algérienne, des introspections et des nouveaux départs comptent parmi les thèmes de prédilection des auteurs présents au Sila 2018. Cette édition se distingue également par les publications de journalistes, lancés dans l'écriture romanesque.

Par Abila Selles

Dans son roman «*Le naufrage de la lune*» (Ed. Barzakh), la romancière Amira-Géhanne Khalfallah fait revivre à son lecteur un épisode important et oublié de l'histoire de Jijel, attaquée par la marine du royaume de France en 1664 alors que la ville échappait à la domination ottomane : une première expérience de l'auteure qui plonge le lecteur dans la Régence d'Alger et les salons de Versailles (siège du pouvoir français de l'époque), tout en exhumant un épisode méconnu de l'histoire.

Des auteurs, à l'image du journaliste Mustapha Benfodil, proposent une forme d'introspection dans «*Body Writing*» (Ed. Barzakh), à travers le journal intime de Karim Fatimi disparu tragiquement en 2014.

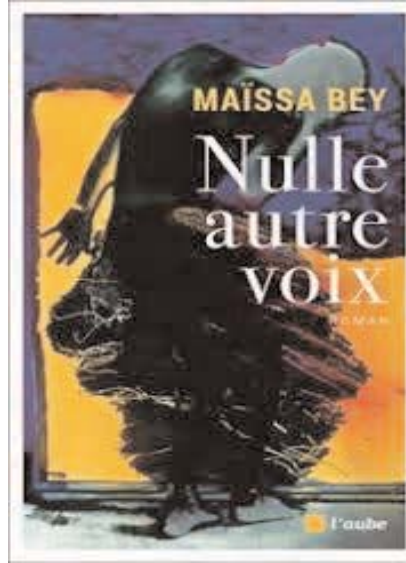
Dans «*Nulle autre voix*» (Ed. Barzakh), la romancière Maïssa Bey dresse le portrait de l'antihéroïne par excellence, à travers des échanges entre une écrivaine, à la fois curieuse et effacée, et une criminelle fraîchement

sortie de prison après 15 ans de détention.

A travers son dernier roman «*Khalil*» (Ed. Casbah), le romancier à succès Yasmina Khadra plonge lui aussi son lecteur dans l'univers d'un des terroristes, auteurs des attentats de 2015 au stade de France à Paris.

Reconstruction et nouveaux départs forment l'essentiel des œuvres de Nassira Belloula, «*Aimer Maria*» ou encore de Mohamed Magani «*L'année miraculeuse*», deux fictions éditées chez Chihab qui évoquent la vie après les affres de la déception, des séparations et de l'exil.

L'Histoire contemporaine de l'Algérie aura inspiré des plumes comme celle du célèbre chroniqueur Sid Ahmed Semiane qui a réuni dans «*Octobre... ils parlent*» (Ed. Barzakh) des textes et témoignages sur le 5 octobre 1988, ou encore celle de Djamel Mati qui revient dans son roman «*Sentiments irradiés*» sur les essais nucléaires français de 1960 dans le désert de Tanezrouft (Hoggar). Pour sa part, Djilali Bencheikh peint



dans son roman «*Le treillis et la mini-jupe*» (Ed. El Kalima) la condition d'une jeunesse révoltée par le paternalisme pesant des années 1960 et qui choisit l'exil comme seule échappatoire. S'intéressant toujours à l'histoire et à la culture de Laghouat, sa ville natale, le journaliste et auteur Lezhari Labter revient cette année avec le roman historique «*Laghouat, la ville assassinée, ou le point de vue de Fromentin*» (Ed. Hibr).

Explorant les univers scientifique et métaphysique dans un même écrit, le journaliste-chroniqueur Amari Chawki traite du

hasard dans un contexte purement algérien dans son roman «*Balak*» (Ed. Barzakh).

Après «*Meursault, contre-enquête*» et «*Zabor ou Les psaumes*», le journaliste et écrivain Kamel Daoud donne lui aussi rendez-vous à ses lecteurs pour leur faire découvrir «*Picasso : le mangeur des femmes*» (Ed. Barzakh), alors que le traducteur et universitaire Mohamed Sari présente chez le même éditeur «*Aizer, un enfant de la guerre*». Comme chaque année, le livre d'Histoire est omniprésent dans les stands du Sila 2018, à l'image de l'ouvrage

Amira-Géhanne Khalfallah

LE NAUFRAGE DE LA LUNE

Roman

[Barzakh]

«*GPRA, un mandat historique*» (Ed. du Champ libre) du sociologue et historien Abdelmadjid Merdaci. De son côté, l'historienne Malika Arezki publie «*De l'ALN à l'ANP, la construction de l'armée algérienne*», un livre édité chez Barzakh, alors que les éditions Chihab proposent «*Economie de l'Algérie coloniale 1830-1954*», un ouvrage de Ahmed Henni, «*La guerre d'Algérie dans le roman français*» de Rachid Mokhtar, «*Récits et témoignages de militants de la fédération du FLN de France*» de Karim Younes.

A. S./APS

Festival national du graffiti à Sétif

Une soixantaine d'artistes au rendez-vous

Soixante artistes plasticiens de 25 wilayas participent au Festival national du graffiti, qui s'est ouvert mercredi à Sétif sous le slogan : «Ensemble pour diffuser la culture de la paix et de la citoyenneté». Organisée dans le cadre des festivités commémoratives

du 64^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale par la Ligue des activités scientifiques et culturelles et l'Office des établissements de jeunes (Odej), la manifestation se poursuivra jusqu'au 3 novembre, a indiqué Nacer

Fadheli, directeur de l'Odej. Au cours de la manifestation, chaque artiste présentera au jury deux esquisses sur les thèmes de la culture de la paix, la citoyenneté, l'environnement et le fairplay dans les stades, a-t-il précisé. Les meilleurs dessins

seront primés, a ajouté le responsable, soulignant que le festival vise à sensibiliser à la culture de la paix, à prévenir les comportements contraires à cette valeur, à favoriser les échanges entre jeunes et découvrir les jeunes talents.

La direction de la Jeunesse et des Sports a prévu, à cette occasion, plusieurs activités, dont l'initiative «L'adolescent, une force positive du travail bénévole» et une caravane de lecture sur l'ouvrage «*Sétif, fosse commune*» de Kamel Beniaïche qui, lancée le 2 octobre d'Ain Arnet, est arrivée dans la journée à Ain Azel, avant de se rendre le 15 novembre à Beni Fouda puis Bougaâ. Des conférences animées par des moudjahidine et historiens, des concours, des expositions et des tournois sportifs sont programmés à travers les établissements de jeunes de la wilaya. F. H.

Foire internationale du livre de Sharjah

L'Algérie invitée d'honneur

Invitée d'honneur à la Foire internationale du livre de Sharjah devant ouvrir ses portes mercredi, l'Algérie participe à cette manifestation avec 25 maisons d'édition, selon un communiqué du ministère de la Culture.

La délégation algérienne, conduite par le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, sera honorée par l'Emir Sultan Ben Mohamed Al-Qasimi, membre du Conseil

suprême des Emirats arabes unis (EAU) et Gouverneur de Sharjah, suite à sa désignation «personnalité culturelle de l'année 2018», a-t-on précisé de même source. Participeront à ce rendez-vous, l'Entreprise nationale des arts graphiques (ENAG), l'entreprise nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ENEP), ainsi que les maisons d'édition Casbah, Chihab et bien

d'autres. Des auteurs et intellectuels algériens prendront part également aux travaux de cette manifestation, à l'instar de Waciny Laredj et Amine Zaoui. Pour rappel, la 37^e édition de la Foire internationale du livre de Sharjah, prévue du 31 octobre au 10 novembre, verra la participation de plus de 1 874 maisons d'édition représentant 77 pays. D. R.

Alger

Ouverture d'une salle de théâtre et d'art plastique

Le Théâtre national algérien (TNA) ouvrira très prochainement un espace nommé «Salle Hadj-Omar». Il mettra à disposition des artistes une galerie d'art et une salle de théâtre. À cet effet, l'établissement fait un appel à des petits spectacles.

Expositions et pièces de théâtre, c'est ce que propose ce

nouvel espace qui sera mis en place par le TNA. Muni d'une petite galerie d'art et d'une salle de théâtre pouvant accueillir un peu moins de 85 spectateurs, la salle ouvrira ses portes à des spectacles à petits budgets.

Il est à noter que le TNA a mis en place un programme et fait d'ores et déjà un appel à partici-

ipation, tous les petits spectacles désireux de donner vie à leurs œuvres peuvent prendre contact avec le responsable du projet, Haider Benhassine, sur son profil Facebook.

Rappelons, enfin, qu'il nous a été confirmé que le projet prendra sa forme entière dans environ un mois.

La faible capacité du lieu est voulue, elle garantit l'aspect intimiste des œuvres et pièces qui y seront présentées. Une bonne initiative si l'on considère la difficulté du théâtre amateur et des artistes qui débutent à trouver des lieux pour les recevoir et recevoir leurs travaux. M. K.

AGEND'ART

Palais des expositions des Pins maritimes (Safex)

Jusqu'au 10 novembre : 23^e édition du Salon international du livre d'Alger (Sila)

Galerie d'Arts Mohammed-Racim (7, Avenue Pasteur, Alger-Centre)

Jusqu'au 3 novembre :

Exposition de peinture de Djahida Houadef, sous le thème «Passage rituelique».

Ezzou'Art galerie

Jusqu'au 15 novembre : Exposition «Peintures marines».



Arabie saoudite

Belkaroui et Chenihi marquent

SI PLUSIEURS Algériens étaient sur les terrains saoudien cet après-midi, ce n'était pas le cas de M'Bolhi dont la blessure au genou inquiète aussi bien son club que probablement le staff de l'EN. Toutefois, deux compatriotes se sont illustrés aujourd'hui en marquant.

C'est tout d'abord Ibrahim Chenihi qui a marqué pour Al Fateh, permettant d'égaliser face

à Al Feiha. L'attaquant algérien place une tête pleine de puissance qui trompe le gardien colombien Garzon. Al Fateh prendra un but assassin à la fin de match pour finalement concéder la défaite sur son terrain, une contre-performance malheureuse pour la défense d'Al Fateh et Mohamed Naamani qui a joué toute la rencontre.

Super-Coupe d'Algérie de football 2018

L'USM Bel-Abbès décroche le titre

■ L'USM Bel-Abbès a remporté la 12^e édition de la Super-Coupe d'Algérie de football, en battant le CS Constantine sur le score de 1-0, jeudi au stade Mustapha-Tchaker de Blida.



Les gars de la Mekera se révoltent

Par Mahfoud M.

Championnat d'Afrique-2022 de handball à Laayoune occupée Une enquête sera ouverte, Labane serein

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne de handball (FAHB), Habib Labane, a été convoqué pour donner sa version des faits concernant la prétendue décision de la Confédération africaine d'autoriser le Maroc à organiser le Championnat d'Afrique des nations en 2022 à Laayoune (territoires sahraouis occupés), a indiqué le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab. «Nous avons convoqué Habib Labane pour entendre sa version et une enquête sera diligentée pour plus d'informations concernant le prétendu vote de l'Algérie en faveur de Laayoune occupée. Nous allons prendre les décisions qui s'imposent. Il y a une ligne rouge à ne pas franchir surtout qu'il s'agit des principes fondamentaux de l'Etat algérien», a déclaré à la presse M. Hattab, lors d'une visite de travail dans la wilaya d'Alger. Cette décision intervient suite au communiqué qu'aurait diffusé la Fédération royale marocaine de handball (FRMH), soulignant que «l'Algérie était parmi les pays» qui ont voté pour l'attribution du Championnat d'Afrique des nations-2022 à la ville sahraouie Laayoune occupée. Le président de la FAHB, Habib Labane, s'est dit «serein», expliquant qu'il «n'y a jamais eu de vote vendredi dernier à Abidjan tout simplement parce que le Maroc était seul candidat pour le rendez-vous de 2022, donc il est de facto l'hôte de l'événement».

d'Ivoire pour le congrès de l'instance continentale en tant que délégué technique de la CAHB et non pas en tant que représentant de l'Algérie», a-t-il souligné. Pour Labane, le «document qui est en train de circuler sur les réseaux sociaux est un faux. Les Marocains n'ont jamais publié un tel communiqué, d'ailleurs il est inexistant sur le site internet de leur fédération et leur page facebook. C'est tout simplement une affaire fabriquée visant la FAHB dont la relance dérange certains».

Le patron de la FAHB a rappelé que c'est «grâce à son intervention» auprès de la CAHB que le GS Pétroliers a pu participer au dernier Championnat d'Afrique des clubs en Côte d'Ivoire, au terme duquel il a pris la troisième place, après que les Marocains eurent tenté d'engager une équipe de Smara occupée.

«Pour que tout le monde sache, la CAHB connaît notre position et celle de l'Algérie, elle ne permettra jamais le déroulement d'une telle compétition dans un territoire occupé. Et même si un jour elle le fera – on est dans la conditionnel je précise –, l'Algérie n'y prendra jamais part. Au lieu de faire la promotion du Championnat d'Afrique 2024 qui aura lieu chez nous et qui sera qualificatif aux Jeux Olympiques, on est en train de le faire pour un autre pays, c'est dommage», a-t-il conclu.

«J'étais présent en Côte

Judo

Mustapha Mabed n'est plus

MUSTAPHA Mabed, expert en judo 6^e dan et président du Judo Club d'El Harrach, est décédé jeudi dernier des suites d'une longue maladie. Le défunt était connu pour sa grande passion pour le judo qui l'a poussé à mettre à profit toutes ses connaissances au bénéfice de la jeunesse harrachie et au JCH qui était devenu un véritable vivier de champions, où de champions nationaux et internationaux ont fait leurs premiers pas. C'était le club formateur par excellence, mais dans le même temps un club au riche palmarès sous la conduite de Mabed qui

dirigeait avec tact cette formation. Mabed a aussi collaboré dans certains titres de la presse nationale, à l'image d'«Olympique» et «Planet Sport» où il écrivait principalement sur sa discipline préférée. Le judo algérien a perdu en la personne de Mabed un véritable monument de la discipline. La rédaction sportive du Jour d'Algérie tient à présenter ses sincères condoléances à la famille du défunt mais aussi à la famille du judo algérien. Puisse Dieu l'accueillir en Son vaste paradis.

M. M.

L'unique but de la partie a été inscrit par Lamara à la 90'+4 sur penalty, après fauchage de Seguer dans la surface de réparation par Chahrou. L'USM-BA, qui succède au palmarès de l'épreuve à l'ES Sétif, remporte ainsi le premier titre de la saison footballistique 2018-2019. Le match était, certes, terne, mais cela est compréhensible eu égard aux conditions météorologiques difficiles avec une pluie torrentielle qui a empêché la circulation du ballon. Le jeu était équilibré avec des actions de part et d'autre, sachant que les

deux formations souhaitaient se révolter et décrocher ce trophée pour soigner leur image après un début difficile en championnat, étant donné qu'elles avaient obtenu un parcours très honorable la saison dernière, se retrouvant dans des conditions difficiles. Toutefois, la formation de la «Mekera» était dans une situation plus difficile avec déjà la démission de son président, Hasnaoui, puis le limogeage de son coach, le Tunisien Moez Bouakaz. L'arrivée de Youcef Bouzidi a boosté l'équipe qui joue, désormais, avec plus de grinta et tente d'aller de l'avant pour se refaire une santé. Ce titre est arrivé à point nommé pour

les coéquipiers de Bounoua qui se révoltent et tentent de faire oublier à leurs fans les déconvenues du début de la saison. Il est clair qu'avec ce titre en poche, les Vert et Rouge montreront un meilleur visage en championnat et tenteront de prouver que ce qui s'est passé n'est qu'un passage à vide et qu'ils sont capables d'aller de l'avant et pourquoi pas de se relancer en championnat, surtout qu'ils devront jouer la phase retour en force et jetteront toutes leurs forces dans la bataille.

M. M.

Coupe d'Afrique des nations de tennis Hakim Fateh nouvel arbitre principal

L'Algérien Hakim Fateh, détenteur du Silver Badge, a été désigné par la Confédération africaine de tennis (CAT) comme juge-arbitre de la Coupe d'Afrique des nations, prévue du 5 au 10 novembre courant à Gaborone (Botswana).

«Je suis très heureux d'être désigné par l'instance continentale pour officier ce rendez-vous important. C'est toujours un honneur de représenter son pays et que l'arbitrage algérien soit présent dans les rendez-vous sportifs importants. Je ferai de mon mieux pour être à la hauteur de la confiance placée en ma person-

ne par la Fédération algérienne de tennis (FAT) et la CAT», a indiqué Fateh. Le natif d'Oran (44 ans) estime que cette «désignation» permettra aux arbitres algériens de croire en leur qualité pour atteindre le sommet de l'arbitrage mondial. «Cette désignation prouve que l'arbitrage algérien est bel et bien présent sur la scène continentale et mondiale. Je profite de cette occasion pour lancer un appel à tous les officiels et arbitres algériens de croire en leur potentiel pour atteindre le sommet», a ajouté Fateh, ancien président de la Ligue oranaise de tennis. Ce ren-

dez-vous continental sera doté d'un prize money de 20 000\$ et regroupera les meilleures raquettes africaines. Pour rappel, Fateh Hakim a déjà marqué sa présence plusieurs fois dans les tournois du grand chelem, notamment Roland-Garros (Paris-France) et Wimbledon (Londres-Angleterre). La Coupe d'Afrique des nations (messieurs et dames) verra la participation du Botswana, Burkina Faso, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Kenya, Madagascar, Maroc, Afrique du Sud, Seychelles, Zimbabwe et la Tunisie.

Championnat arabe des nations de volley-ball (5^e journée)

L'EN dispose de la Jordanie

La sélection algérienne de volley-ball s'est imposée face à son homologue jordanien sur le score de 3 sets à 0 (25-14, 25-18, 25-11), en match comptant pour la 5^e journée du Championnat arabe des nations (messieurs), disputé jeudi au Caire (Egypte). C'est le deuxième succès du Six national dans

la compétition, après celui obtenu lors de la 1^{re} journée face à l'Irak (3-1), contre trois défaites respectivement face à l'Egypte, au Bahreïn et à Oman sur le même score de 3 sets à 1. Le premier match de la journée a enregistré la victoire du Bahreïn face à l'Irak (3-2), alors que le 3^e match oppose l'Egypte à la

Palestine à partir de 19h00. L'Algérie, exemptée de la 6^e journée prévue hier, jouera son dernier match face à la Palestine aujourd'hui à 14h00 (heure algérienne).

Le tournoi se joue en mini-championnat (une seule poule) dont le premier au classement sera sacré champion.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Béjaïa

Des festivités commémoratives dans les quatre coins de la wilaya

DE NOMBREUSES activités et festivités ont marqué la célébration du 64^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale. Une délégation des autorités de wilaya, à sa tête le wali, s'est recueillie, au niveau de la stèle commémorative, à la mémoire des martyrs de la glorieuse guerre de Libération nationale. Le chef de l'exécutif de wilaya était accompagné par les représentants des différentes organisations des Moudjahidine, les élus locaux et nationaux ainsi que des autorités locales civiles et militaires. Le hall de la bibliothèque municipale de Béjaïa a abrité une exposition de livres sur la Révolution algérienne. Une cérémonie de remise de prix et de cadeaux aux vainqueurs du marathon des 13 martyrs, d'un tournoi inter-quartiers et des athlètes de la wilaya ayant brillé aux Jeux africains des jeunes et aux Jeux olympiques tenus récemment en Argentine, y a été également organisée. Les lauréats du concours de la meilleure entreprise pour jeune et du concours «Novembre de la Liberté», organisé conjointement par la radio Soummam et le Musée du moudjahid de Béjaïa, ont également été récompensés lors de cette cérémonie ouverte au public. Par ailleurs, plusieurs édifices et structures publics ont été baptisés au nom de martyrs de la région pour préserver leur mémoire de l'oubli. Au chef-lieu de wilaya, c'est l'unité maritime de la Protection civile qui a été baptisée au nom du martyr Mahboub Salah. Notons que les services de la Protection civile de Béjaïa comptent célébrer le 64^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, en organisant, cet après-midi à la bibliothèque municipale du chef-lieu, une cérémonie de remise de pré-

sents aux lauréats des examens de fin de cycle des trois paliers scolaires. La ville d'Akbou a abrité cette année la 10^e édition du festival culturel local de la musique et de la chanson kabyles sous le thème «La chanson kabyle et la Révolution algérienne ou la chanson patriotique». Le festival a été délocalisé à Akbou et le sera les deux années prochaines vers Sidi-Aïch et Kherrata. Il est organisé du 31 octobre au 3 novembre. Le coup d'envoi de cette manifestation culturelle a été donné mercredi. Le festival est abrité par la maison de jeunes Abderrahmane-Farès d'Akbou. et est dédié aux chanteurs Ammouche Mohand et Djida Tamechtuht. La rencontre est parrainée par l'un des maîtres de la chanson kabyle, Kamal Hamadi. La cérémonie inaugurale a vu la présentation d'un aperçu historique sur les éditions précédentes et les groupes participants. Des conférences et des galas artistiques sont programmés durant le festival à Akbou, Tazmalt, Seddouk, Ighil Ali, Chemini, El-Kseur et Béjaïa, a laissé entendre Boudjemâa Rabah, commissaire du festival, pour qui «la chanson patriotique kabyle a beaucoup apporté à la Révolution algérienne». Une conférence ayant pour thème «L'impact de la chanson kabyle sur la Révolution algérienne» devait être animée aujourd'hui à 14h30 par Kamal Hamadi, à la maison de jeunes Abderrahmane-Farès d'Akbou. Il est utile de rappeler que de nombreux artistes connus ont chanté l'amour du pays et sa libération. On peut citer, entre autres, Farid Ali, Mohand Saïd Oubelaïd, Cheikh Noureddine, Slimane Azem, etc.

Hocine Cherfa

Une première en Algérie à partir du 1^{er} novembre

Alcom Sat 1 diffuse les chaînes publiques radio et télévision en HD

Les chaînes de télévision et de radio publiques et les dépêches du fil de l'Agence Algérie Presse Service (APS) sont, depuis ce jeudi, diffusées par le satellite algérien de télécommunication ALCOMSAT-1, une première en Algérie qui marque son entrée dans la diffusion par satellite des chaînes de radio et de télévision. Les cinq chaînes de télévision publiques algériennes (Programme national, Canal Algérie, TVA3, TV4, et TV5) sont enfin disponibles en haute définition (HD), à la faveur de leur diffusion à partir de ce jeudi via le satellite algérien de télécommunication Alcomsat-1, a annoncé mercredi l'Etablissement public de télédiffusion d'Algérie (TDA).

En effet, l'Etablissement public de télédiffusion d'Algérie (TDA) a annoncé la diffusion officielle, à partir de ce 1^{er} novembre, de deux bouquets dont l'un est composé des 5 chaînes TV avec une qualité HD d'au moins 720p et l'autre de ces mêmes chaînes TV en définition standard (résolution de 480p) et de 57 services radios (48 radios régionales, Ch1, Ch2, Ch3, Radio Décrochage, Radio Décrochage 2, Radio Algérie Internationale, Radio Sahel, Jil FM et Radio Multi chaînes) ainsi que du fil d'Algérie Presse Service (APS), avec une moyenne de 450 à 500 dépêches par jour en arabe et en français. Pour recevoir ces deux bouquets, il suffit d'orienter la parabole vers le



Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou / 64^e anniversaire du 1^{er} novembre

Alimentation du plus grand village de la wilaya en gaz naturel

■ *Quelque 2230 foyers ont été alimentés en gaz naturel jeudi à Tizi Ouzou, dans le cadre du programme de célébration du 64^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de Libération du premier novembre 1954.*

Par Hamid Messir

A Ath Zemenzer, à une vingtaine de kilomètres au sud de la ville de Tizi Ouzou, la délégation officielle conduite par le wali Abdelhakim Chater et le président de l'Assemblée popu-

laire de wilaya, Youssef Aouchiche, a procédé à la mise en service de l'alimentation de 971 foyers en gaz naturel. Au village Abizar, dans la commune de Timizart, à une trentaine de kilomètres à l'est de Tizi Ouzou, 1 260 foyers bénéficieront de ce

confort longtemps attendu.

Par la même occasion, la délégation officielle a rendu visite au moudjahid Ahcene Moussouni et à la veuve du chahid Djida Hamel dans la ville de Tizi Ouzou, en signe de reconnaissance de l'Etat à leur égard pour les sacrifices consentis en faveur du combat libérateur de l'Algérie du joug colonial.

A Ifigha, à une quarantaine de kilomètres à l'est de Tizi Ouzou, il a été procédé à l'inauguration d'une stèle érigée à la mémoire des 171 martyrs et de trois statues à l'effigie des 3 officiers de l'Armée de Libération Nationale (ALN), à savoir le lieutenant Kecerî Mohamed Saïd dit «Oukaci Ifigha», le sous-lieutenant Abdad Saïd et l'aspirant Hadj Saïd Saïd dit «Saïd Ouchalem».

A noter que dans la soirée du 31 octobre, le théâtre régional Kateb-Yacine de Tizi Ouzou a abrité un programme d'animation culturelle ainsi qu'un hommage à titre posthume au chahid Saïd Babouche.

R. N.

H. M.